



HAL
open science

Face au non-événement : réflexions à partir d'une expérience de terrain à Alger

Thomas Serres

► **To cite this version:**

Thomas Serres. Face au non-événement : réflexions à partir d'une expérience de terrain à Alger. Sociétés Plurielles, 2017, Les sciences humaines et sociales à l'épreuve de l'événement, Humanities and social sciences to the test of the event (1), 10.46298/societes-plurielles.2017.3677 . hal-01509791

HAL Id: hal-01509791

<https://hal.science/hal-01509791v1>

Submitted on 22 May 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Face au non-événement : réflexions à partir d'une expérience de terrain à Alger

Thomas Serres

Face au non-événement : réflexions à partir d'une expérience de terrain à Alger
Sociétés Plurielles, n° 1, Presses de l'Inalco, 2017

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01509791>

Les **Presses de l'Inalco** publient des ouvrages scientifiques et des revues qui associent aires culturelles et champs disciplinaires. Elles diffusent les bonnes pratiques éditoriales définies par BSN.

EXIGENCE DE QUALITÉ avec des évaluations en double aveugle ;

OPEN ACCESS : diffusion internationale et ouvrages toujours disponibles ;

LICENCES D'ÉDITION SOUS CREATIVE COMMONS pour protéger les auteurs et leurs droits ;

PUBLICATIONS MULTISUPPORTS ET ENRICHISSEMENTS sémantiques et audio-visuels ;

MÉTADONNÉES MULTILINGUES : titres, résumés, mots-clés.

L'offre éditoriale s'organise autour de collections aires géographiques (AsieS, EuropeS, AfriqueS, MéditerranéeS, TransAires, AmériqueS, OcéanieS) et de séries correspondant à des regroupements disciplinaires (langues et linguistique, sciences humaines et sociales, arts et lettres, sciences politiques, économiques et juridiques, oralité, traduction).

Les **Presses de l'Inalco** éditent de nombreuses revues : *Cahiers balkaniques*, *Cahiers de littérature orale*, *Cipango*, *Cipango - Japanese studies*, *Études océan Indien*, *Études finno-ougriennes*, *Mandenkan*, *Slovo*, *Sociétés Plurielles*, *Yod*.

Sociétés Plurielles

Les sciences humaines et sociales
à l'épreuve de l'événement

inalco

PRESSES

Numéro 1 – Année 2017

Face au non-événement : réflexions à partir d'une expérience de terrain à Alger

Thomas Serres

Professeur affilié à l'Université de Californie Santa Cruz
UMR Développement et Sociétés

Le 17 avril 2014, Abdelaziz Bouteflika est réélu pour un quatrième mandat à la tête de l'Algérie. Deux raisons principales concourent à attirer l'attention sur cette élection. D'abord, d'un point de vue régional, les « printemps » de 2010-2011 ont déclenché des dynamiques de transformation hétérogènes mais néanmoins quasi simultanées qui ont marqué les esprits (Kouttroub, 2013 ; Bayart, 2014). Ensuite, à l'échelle algérienne, l'accident ischémique transitoire dont a été victime Bouteflika en avril 2013 a accentué le caractère ubuesque de la mise en scène du pouvoir (Serres, 2014). Le scrutin concentre donc un certain nombre de craintes concernant la viabilité des équilibres nationaux, lesquelles concourent à sa publicisation. La presse nationale, notamment d'opposition, suit de près une situation exceptionnelle. Le quotidien *El Watan* crée, par exemple, un site Internet complètement dédié à la couverture de l'événement. Les caméras étrangères se braquent sur Alger dans l'attente du surgissement de l'imprévu et du tragique. Finalement, quand vient le moment de l'élection, le quotidien étatique *El Moudjahid* triomphe en annonçant la victoire au premier tour de Bouteflika avec plus de 81 % des suffrages exprimés. L'éditorialiste célèbre une nouvelle « étape décisive » qui fait de l'Algérie « le bon exemple à suivre aux plans des droits de l'homme et de la démocratie¹ ». Inversement, le quotidien privé *Liberté*, propriété de l'industriel Issad Rebrab, insiste lourdement sur « l'image qui a fait le tour du monde », celle du président venant voter en fauteuil roulant tandis que

1. *El Moudjahid*, 18 avril 2014.

son médecin traitant lui « murmure à l'oreille » et « entre avec lui dans l'isolement », une situation qui n'est rendue possible qu'en cas d'infirmité de l'électeur².

À lire ces mises en récit immédiates, on pourrait croire que nous sommes face à un prototype de l'événement produit et porté par la puissance médiatique (Nora, 1974). Pourtant, une fois remis dans le contexte politique algérien, cet épisode confirme plutôt un certain nombre de dynamiques soulignées depuis de longues années : prédominance de l'offre sécuritaire, abstention massive, fragmentation du champ politique, régulation conflictuelle des équilibres au sein de la coalition dirigeante (Dris, 2013). Si la période d'incertitude correspondant à la campagne électorale a produit l'attente d'un événement qui ébranlerait les structures, la réélection de Bouteflika ne sera pas cette ligne de partage qui bouleverse le vécu des acteurs et l'ordonnance du monde social. Il n'y a pas eu cette « rupture d'intelligibilité » sur laquelle le chercheur en sciences sociales pourrait se pencher. Parce qu'il est une cassure entre le passé et le futur, l'événement est par nature une question de changement de perception. Au-delà de son évidence immédiate, il interroge et permet de produire du sens (Bensa et Fassin, 2002). Au contraire, il apparaît *a posteriori* que la réélection de Bouteflika n'a pas fondamentalement déséquilibré le régime algérien ou produit les conditions d'un mouvement contestataire durable. Elle n'a ni changé la perception sociale de certains groupes, ni ouvert une nouvelle ère du point de vue des rapports de l'Algérie au monde. À l'échelle nationale, il n'y a pas eu de « rupture d'intelligibilité ». Pourtant, l'élection a produit des attentes, l'espoir et la crainte de bouleversements structurels majeurs. En ce sens, on pourrait y voir un non-événement traduisant une certaine logique de consommation d'« actualités » (Danvers, 2006 : 15). Toutefois, si celui-ci n'a pas produit de rupture, il n'en est pas moins parlant et porteur de problématiques. Il ne peut être réduit à un simple artefact médiatique sans fondements structurels. Il a sa propre historicité et renvoie à des dynamiques sociales et à des politiques latentes. Il est perçu différemment par les acteurs et les groupes sociaux, en fonction de leurs agendas ou de leurs expériences.

Ainsi, cet article se propose de faire parler le non-événement que représente la réélection d'Abdelaziz Bouteflika, à partir d'observations recueillies sur le terrain au contact de militants progressistes. Il se penche également sur la place du chercheur dans la production et l'interprétation du non-événement. Dans un premier temps, il présentera les deux grands récits qui alimentent des attentes émancipatrices ou catastrophistes au moment de l'élection, ainsi que le contexte qui favorise leur apparition et leur réception. La seconde partie se penchera

2. *Liberté*, 18 avril 2014.

sur la production du non-événement, au carrefour de formes de sociabilité d'apparence banale – mais en fait liées au contexte politique – et de la tendance à la surinterprétation qui permet aux observateurs de produire du sens dans un contexte de grande incertitude. Enfin, l'article reviendra sur la nécessité de saisir les logiques plurielles associées au non-événement à partir des acteurs qui y sont confrontés. En effet, c'est à cette échelle que le chercheur pourra reconfigurer ses questionnements, à partir des observations faites sur le terrain.

À propos de l'enquête et de l'enquêteur

Le présent travail repose largement sur les observations effectuées par l'auteur à Alger au moment des élections présidentielles de 2014. Les éléments présentés sont tous issus de carnets de terrain, à l'exception des entretiens semi-directifs utilisés dans la première partie (pour introduire la notion de « catastrophe »). Ceux-ci ont été effectués dans le cadre d'une thèse de doctorat portant sur la crise et le péril existentiel dans l'Algérie de Bouteflika.

La plupart des données présentées ont été recueillies dans le cadre d'une observation participante reposant sur l'intégration de la routine des acteurs. Ces interactions sociales banales et répétées servent d'une certaine manière la « conservation de la réalité » et donc la reproduction de l'ordre social (Berger et Luckman, 1966 : 250-251).

Cet article insiste sur le positionnement problématique du chercheur notamment du fait de son exposition aux grands récits dominants dans la société, dans les médias et dans le monde de la recherche. En miroir, les tâtonnements relatés dans ces pages rappellent donc la nécessité de toujours pouvoir accueillir des faits imprévus, plutôt que de se trouver limité par un plan de recherche borné par une vision définitive de ce qui relève de l'« intéressant » et du « hors-sujet ». C'est en s'affranchissant des pressions médiatiques ou académiques que l'on pourra faire évoluer les termes de sa recherche à la lumière de ce que dévoile le terrain (Becker, 1998 : 92-93 et 96-97).

Un terrain entre « soulèvement » et « catastrophe »

Cycle et disruption

Avant d'entrer dans le vif du sujet et de nous intéresser à l'élection présidentielle de 2014, commençons par présenter le contexte qui favorise la survenue du non-événement. Soulignons d'abord brièvement que la configuration politique

algérienne est caractérisée depuis la première élection de Bouteflika par des équilibres fragiles. La situation actuelle est marquée par une hétérogénéité conflictuelle au sein de la coalition dirigeante et par une contestation fragmentée sur l'ensemble du territoire. Ces tensions structurelles interagissent avec les souvenirs du soulèvement populaire d'octobre 1988 et de la guerre civile (1992-1999) pour entretenir le sentiment d'un déséquilibre menaçant de dégénérer en un nouvel affrontement fratricide. On pourra parler d'une crise latente qui rend hypersensible la possibilité d'un événement déclencheur, subversif et déstructurant, qui révélerait ces conflits sous-jacents (Morin, 1968).

Toutefois, si la coalition dirigeante est décrédibilisée et fissurée par ses contradictions, les équilibres fondamentaux sont préservés au nom d'un *statu quo* synonyme de sécurité. L'instabilité s'inscrit donc sur le long terme, et chaque disruption potentielle se dilue dans un quotidien qui se répète, de promesse de changement en mise en garde contre le chaos, inscrivant le pays dans un contexte politique où aucun équilibre ne semble durable, et aucun discours n'inspire la confiance. La scène politique nationale présente une succession d'épisodes publicisés et appréhendés comme autant de ruptures décisives, mais qui se révèlent être des non-événements répétés à intervalles réguliers. Ainsi, le 1^{er} novembre 2004, pour le 50^e anniversaire du déclenchement de la guerre d'indépendance, Bouteflika proclame devant le congrès de l'Organisation nationale des moudjahidin (ONM)³ : « La légitimité révolutionnaire, c'est terminé. » Huit ans plus tard, le 8 mai 2012, la même scène se répète : en cette date anniversaire des massacres du printemps 1945, celui qui est toujours chef de l'État déclare à nouveau que « [sa] génération est finie ». Les partis soutenant le président remportent largement les élections législatives qui ont lieu quelques jours après.

Les conflits au sein de la coalition dirigeante donnent au jeu politique une allure cyclique. Les mêmes personnalités du « Pouvoir⁴ » reviennent, s'éclipsent à la suite d'un revers, puis réapparaissent à un poste plus ou moins

3. L'ONM est l'une des associations nationales reconnues comme faisant partie de la « famille révolutionnaire ». Elle réunit les anciens combattants (*moudjahidin*) ayant participé à la guerre d'indépendance.

4. Le « Pouvoir » est un terme très largement utilisé en Algérie, notamment par les acteurs politiques, afin de parler du régime et de rendre compte de sa nature prétendument obscure et machiavélique. Pour Isabelle Werenfels, la récurrence de ce substantif permet aussi à certains membres de l'élite dirigeante de se dégager de leurs responsabilités. Ce discours est de surcroît un obstacle à l'examen critique des structures et des acteurs impliqués (Werenfels, 2007 : 133).

nouveau à l'occasion d'une énième reconfiguration. En 2012, Ahmed Ouyahia et Abdelaziz Belkhadem, respectivement à la tête du RND et du FLN⁵, les deux principaux partis nationalistes soutenant Bouteflika, sont évincés mais pour mieux revenir lors de la campagne de 2014, au sein de l'équipe du président sortant. Le même syndrome de la réapparition touche des figures bien connues au sein de la hiérarchie militaire, comme l'ancien chef d'état-major Khaled Nezzar⁶. La répétition des chutes et des retours en grâce renvoie à la crise politique des années 1980 (Lavenue, 1993 : 168-169), signe de la persistance sur le long terme des déséquilibres structurels. Les règles du jeu politique ont certes changé, mais sa rythmique reste la même. La scène politique et médiatique a été libéralisée, et désormais les conflits internes impliquent de nouveaux acteurs et de nouveaux partis. Toutefois, la routine des « crises » au sommet demeure, à la fois lassante et inquiétante pour les acteurs. Ce contexte particulier a des conséquences sur les interactions sociales entre les individus engagés politiquement, leurs représentations et la formulation de leurs revendications. La routine politique intègre en effet le blocage autoritaire autant que la possibilité d'un événement disruptif. La forme du régime contribue donc à la construction d'un répertoire d'actions et d'un répertoire symbolique dans lequel les acteurs puisent de manière plus ou moins consciente (Tilly, 2006 : 35).

Cette configuration politique se caractérise par une grande difficulté à cerner ce qui se déroule au sein de l'État, compris comme le champ social par excellence où s'applique la maxime bourdieusienne « à l'intérieur du champ, on se tue pour des choses qui sont imperceptibles pour les gens qui se trouvent à la porte d'à côté » (Bourdieu, 2012 : 502). Ce flou lié à l'opacité de la raison d'État se double de surcroît de l'incertitude structurelle qui caractérise toute situation critique. Les acteurs sont ainsi confrontés à la « perte d'efficacité des instruments d'évaluation » qui guident leurs « calculs routiniers » (Dobry, 1986 : 150). Leur capacité à comprendre et à anticiper est affectée. Le chercheur est lui aussi confronté à l'incertitude structurelle et à l'abondance des analyses contradictoires, ce qui l'expose au danger de la surinterprétation au moment de donner un sens

5. Le Front de libération nationale (FLN) est le parti-État historique étroitement associé à la guerre d'indépendance, tandis que le Rassemblement national démocratique (RND) a été créé pendant la fronde du FLN, en 1997.

6. Nezzar est l'une des principales figures parmi les généraux « janviéristes » ayant mené le putsch de janvier 1992. Celui-ci sort de sa retraite à intervalles réguliers pour dénoncer les complots des « droits-de-l'hommes » français ou s'attaquer au président et à son entourage.

à ce qu'il observe. C'est particulièrement vrai dans un contexte où l'ombre de l'événement déstabilisant est fortement présente. Dans le contexte immédiat du terrain, il est particulièrement difficile de faire une sociologie des « faits qui transforment réellement les structures » (Sewell, 2010 : 129). En effet, le moment de « réelle transformation » est noyé par les annonces répétées d'une disruption prochaine. Les non-événements sont ainsi portés par des attentes téléologiques ou fatalistes. Ces attentes sont à la fois celles des chercheurs et des journalistes, mais aussi celles des acteurs. Elles sont produites à partir de grands récits partagés et occupent donc l'attention de l'observateur en le poussant à scruter les signes du changement radical imminent.

De l'extérieur, le soulèvement

Deux grands types de récits caractérisent l'Algérie du troisième mandat de Bouteflika et influencent donc la fabrique du non-événement qui nous intéresse. Dans le présent article, j'ai choisi de les désigner respectivement sous les termes de « soulèvement » et de « catastrophe ». Le premier type de récit est intrinsèquement lié au soulèvement de l'hiver 2010-2011 en Tunisie et à ses répliques. L'imagerie du soulèvement, très présente chez les observateurs du monde arabe à partir de ce moment, renvoie à une contestation prenant initialement une forme émeutière qui devient ensuite un mouvement social de grande ampleur, en joignant plusieurs groupes contestataires et en ébranlant profondément l'ordre politique (Béchir Ayari, 2013). Le soulèvement est dans le même temps cet événement disruptif qui doit mettre un terme à la routine politique, à cette diminution du champ des possibles caractéristique du « syndrome autoritaire » (Camau et Geisser, 2003). À partir de 2011, après des années à étudier la consolidation autoritaire, l'hybridation des régimes ou leur mise à jour, bref, toutes sortes d'évolutions contrôlées des structures visant à garantir la stabilité, l'observateur des systèmes politiques arabes est ainsi confronté à l'effondrement du *statu quo*. Face à l'événement, il faut comprendre les transformations en cours, les articuler avec ces travaux passés et intégrer l'indétermination du processus (Hibou, 2011 ; Camau, 2012).

L'Algérie demeure pour sa part dans une temporalité politique spécifique, bien qu'elle soit liée au contexte régional. S'il y a eu un mouvement d'insurrection urbaine d'importance au mois de janvier 2011, celui-ci a rapidement été canalisé et réduit à de simples « émeutes de l'huile et du sucre⁷ ». Une nouvelle gamme de questionnements sur le pays a néanmoins émergé en rapport avec ce qui s'annonce

7. L'Assemblée populaire nationale a même diligenté une enquête visant à identifier les causes de l'inflation de ces « produits alimentaires de grande consommation », *El Moudjahid*, 13 novembre 2011.

comme le nouveau paradigme dominant. Après un bref intermède, le changement de régime redevient l'horizon eschatologique des spécialistes du monde arabe (Albrecht et Schlumberger, 2004). Que ce soit du fait des sollicitations médiatiques ou des thématiques des colloques scientifiques, il faut désormais se positionner sur le soulèvement qui n'a pas eu lieu et sur les chances qu'il arrive. Dans le même temps, le risque de surinterpréter est démultiplié par l'effet de mode. La construction du nouveau paradigme dominant, autour des thématiques des mouvements sociaux et des transitions, est contraignante car elle oriente les méthodes, les jugements et les théories (Kuhn, 1983). Le nouveau paradigme pousse à rejeter certains problèmes par manque de temps ou d'intérêt (le retour de la peur, les stratégies des organes sécuritaires et, plus généralement, la persistance des dynamiques routinières).

Le retour sur le terrain est nécessaire pour s'affranchir des imageries médiatiques et scientifiques qui s'imposent à l'observateur et orientent ses attentes. Un exemple tiré d'un séjour au printemps 2011 permettra d'illustrer ce propos. Après avoir suivi les événements à distance depuis le début de l'année, j'étais arrivé en Algérie au mois d'avril en pensant trouver une scène politique en effervescence. Une manifestation inédite des étudiants à Alger, rassemblant plusieurs milliers d'opposants à la réforme des cursus, avait semblé marquer le franchissement d'un degré dans la mobilisation contestataire. Des slogans réclamant la chute du régime avaient été scandés par certains manifestants (Baamara, 2013). Pour ma part, j'avais prévu de me rendre à Tizi Ouzou, en Kabylie, dans l'une des deux wilayas (départements) contrôlées par l'opposition, pour y réaliser des entretiens et assister aux commémorations des dix ans du Printemps noir kabyle⁸. Influencé par une récente discussion avec un militant d'opposition faisant ses études à Paris, j'avais l'intuition que ce moment symbolique pourrait être le déclencheur d'une trajectoire insurrectionnelle. Arrivant sur place, j'avais trouvé une ville touchée par plusieurs mouvements de grève (personnel hospitalier, éboueurs), ce qui avait renforcé mes attentes. Toutefois, le jour de la manifestation, j'avais d'abord constaté la séparation des cortèges témoignant des fractures persistantes entre les différents courants du mouvement berbériste. En suivant le cortège du Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie (MAK), je notais les slogans dénonçant le « pouvoir assassin » et le « gouvernement terroriste » et prenais des clichés des rangs serrés des contestataires. Ces imprudences m'avaient valu d'être repéré par des policiers

8. Le Printemps noir est un soulèvement ayant eu lieu en 2001 en Kabylie, une région montagneuse située à l'est d'Alger, dont la répression particulièrement violente a causé la mort de plus d'une centaine de manifestants.

en civil qui m'avaient entraîné à l'écart, afin de contrôler mes papiers. Leurs vérifications accomplies, ils m'avaient laissé partir en m'expliquant que tout cela était banal compte tenu du « tempérament des Kabyles ». Après avoir raconté cet épisode aux membres du MAK que j'accompagnais, ceux-ci avaient haussé les épaules en m'expliquant que les contrôles de ce type étaient monnaie courante. Cet épisode révèle la continuité des routines politiques en 2011, en dépit des attentes suscitées par les soulèvements arabes et de l'imagerie de l'événement disruptif qui les avait accompagnés. Finalement, la révolution tunisienne qui avait largement conditionné mes attentes ne s'est pas propagée plus à l'ouest. En l'absence d'une rupture, le terrain m'avait confronté à certaines constantes du conflit politique en Algérie, et plus spécifiquement en Kabylie : contestation circonscrite, explication essentialiste, fragmentation des oppositions, arbitraire policier teinté de paternalisme. Une fois le mythe du soulèvement dissipé, il restait des continuités. Le non-événement avait bien quelque chose à dire.

La mythologie du soulèvement peut être éblouissante et susciter des attentes ne correspondant que marginalement à la situation étudiée. C'est ainsi que l'image de la révolution tunisienne a pu d'une certaine manière orienter les regards et les analyses de nombreux observateurs, à l'extérieur et plus marginalement en Algérie⁹. Or, ce grand récit ne fait pas que produire des analyses en termes de « contre-révolution » et de « révolution impossible » ; les attentes des observateurs risquent galemment de leur faire manquer les continuités que le non-événement expose.



Figure 1 : Photographie de l'auteur prise lors de la manifestation de Tizi Ouzou.

© Thomas Serres

9. Voir par exemple les prises de position des éditorialistes Chawki Amari (*El Watan*) et Kamel Daoud (*Le Quotidien d'Oran*) publiées sur Slate Afrique (<http://www.slateafrique.com>) respectivement le 12 février et le 13 juillet 2011.

De l'intérieur, la catastrophe

L'éclat des soulèvements de 2011 s'est rapidement terni, particulièrement en Algérie où la prévalence d'un autre récit n'a jamais vraiment cessé, en l'occurrence celui de la « catastrophe ». Le terme, emprunté à Adi Ophir (2010), et appliqué à l'Algérie, renvoie à ce moment où les équilibres se rompent, libérant des énergies destructrices présentes à l'état latent dans la société et conduisant à l'effondrement de la nation dans un bain de sang fratricide. Cet imaginaire de la catastrophe est largement partagé en Algérie, car il fait notamment écho au souvenir de la guerre civile. Dès l'intervention occidentale en Libye, la crainte du chaos s'est ranimée, attisée par le traumatisme de la décennie noire et par les propos alarmistes tenus par les élites politiques et médiatiques. Les émeutes secouant régulièrement le pays illustreraient la menace latente du déchaînement des bandes de *yaouled* (enfants) armés de gourdins dressant des barrages, rançonnant leurs aînés, brûlant les voitures et pillant les magasins. Existante depuis l'époque coloniale¹⁰, cette imagerie est tout particulièrement présente dans les récits de la flambée émeutière de janvier 2011 recueillis sur le terrain. Selon cette imagerie catastrophiste, la société serait sous la menace d'un processus de décivilisation qui réactiverait les dispositions agressives des masses et réduirait à néant les seuils de sécurité individuelle et collective (Elias, 1996). Ce type de discours, nourri par l'importance des émeutes dans le répertoire d'action collective algérien, est particulièrement présent chez les acteurs politiques. Les entretiens réalisés avec des figures de l'opposition font, par exemple, souvent référence au chaos qui menace le pays. « Il faut éviter de retomber dans ces phénomènes cycliques nihilistes. Si un changement doit advenir, il passera par une évolution interne au régime et notamment à la tête de l'armée¹¹ » m'affirmait un ancien cadre du Parti du renouveau algérien en octobre 2010, quand un ancien cadre du Front des forces socialistes (FFS) expliquait : « Il ne faut pas que l'institution, bonne ou mauvaise, tombe dans une période chaotique. Or nous traversons une période chaotique gravissime¹². »

10. Le *yaouled* renvoie à des figures mythiques de la révolution algérienne de 1954 (Ali la Pointe, Petit Omar) mais aussi à la pauvreté qu'il fallait éradiquer pour entrer dans la modernité après 1962 (Taraud, 2008).

11. Entretien avec un ancien cadre du Parti du renouveau algérien – libéral –, Alger, automne 2010.

12. Entretien avec un ancien cadre du Front des forces socialistes, Tizi Ouzou, printemps 2011.

Dans ce cas, un premier enjeu pour le chercheur est de saisir ce que l'imagerie catastrophiste explique et justifie. L'évocation de la catastrophe accompagne souvent des propos négatifs à l'égard des soulèvements passés en Algérie (1988, 2001) et des « printemps arabes », présentés comme des « révoltes » ou des « jacqueries ». Elle permet de justifier les choix individuels des interviewés, qu'il s'agisse d'une ligne légaliste condamnant la violence ou d'un retrait de la vie politique. Dans certains cas, la catastrophe est aussi présentée comme la conséquence des choix du régime, qu'il s'agisse de répression ou de manipulation. Ainsi un membre du Rassemblement Action Jeunesse d'observer : « L'expérience nous montre que quand on ne joue pas leur jeu, quand on rentre dans la confrontation frontale, c'est le bain de sang. On n'est pas prêt de l'oublier¹³. » Et un autre, issu du conseil national du Mouvement pour la société de la paix, de me confier : « Je me dis que les événements du 5 octobre ont peut-être été poussés pour ne pas laisser les choses mûrir, cela expliquerait la façon dont le "Pouvoir" a réagi en laissant la situation empirer¹⁴. »

L'omnipotence supposée du « Pouvoir » autant que la prétendue faiblesse de la société et sa perméabilité aux manipulations semblent s'enraciner dans les représentations des acteurs du jeu politique. Le narratif de la catastrophe participe ainsi de la mise en scène de la domination et est partie intégrante du processus de catastrophisation (Ophir, 2010). Conceptuellement, la catastrophe est un événement au sens fort, car vouée à affecter dramatiquement les habitudes de la population, à changer la perception du temps et de l'espace des acteurs, qu'ils soient directement concernés ou non. Il faut cependant faire une différence avec le processus de catastrophisation tel qu'il est défini par Ophir, puisque celui-ci s'inscrit dans la durée et dans l'attente de l'événement catastrophique. En ce sens, il renvoie à une certaine gouvernamentalité qui se décline notamment sous une forme discursive. Cette dernière peut se caractériser par un état de suspension, où l'on reste en quelque sorte au bord du précipice, contribuant à la reproduction d'un *statu quo* sous la pression du chaos appréhendé. En Algérie, l'appréhension est d'autant plus forte qu'elle repose sur des arguments fondés (chute des cours des

13. Entretien avec un membre fondateur du Rassemblement Action Jeunesse, Alger, automne 2010. Le « bain de sang » fait ici référence à la guerre civile des années 1990.

14. Entretien avec un membre du conseil national du Mouvement pour la société de la paix – islamiste –, Alger, automne 2008. Le « 5 octobre » renvoie à la répression sanglante des manifestations à Alger en octobre 1988, événement initiant une libéralisation politique mais aussi la dramatisation croissante du jeu politique qui mènera à l'arrêt du processus électoral en 1992 puis à la guerre civile.

hydrocarbures, conflits entre certaines fractions du régime, contestation socio-économique, terrorisme résiduel). Toutefois, en l'absence d'une concrétisation de la menace, ce sont bien des conséquences pratiques et quotidiennes de ce récit dominant qu'il faut rendre compte, qu'il s'agisse de l'orientation résolument sécuritaire du gouvernement, ou de la méfiance populaire à l'égard des oppositions politiques.

Les problèmes qui se posent au chercheur sont de l'ordre de l'imagerie dont il dispose et/ou qu'on lui impose. En effet, ce sont les images produites par les acteurs, les médias et les pairs, qui risquent de biaiser le regard en générant l'attente de l'événement qui deviendra non-événement. Ce sont ces mêmes images qui doivent pourtant être étudiées, non seulement pour ce qu'elles annoncent mais aussi pour ce qu'elles signifient et ce qu'elles permettent. Or, selon la prescription de Howard Becker, le chercheur en sciences sociales ne peut intégrer et dépasser ces imageries qu'en s'appuyant sur sa pratique du monde social, sur sa connaissance du terrain, sur ses confrontations directes avec son objet de recherche (Becker, 1998 : 12-15). C'est ainsi que l'on pourra saisir les conditions structurelles et historiques qui justifient le grand récit de la catastrophe, et contribuent ainsi à l'appréhension d'un événement à venir. C'est également ainsi que l'on pourra faire parler le non-événement *a posteriori*.

Le non-événement et les charmes de la surinterprétation

De la « crise à l'intérieur du régime » au triomphe programmé

Les élections présidentielles de 2014 permettent de comprendre la tension entre la surinterprétation et les formes de sociabilité en apparence banales qui sont consubstantielles de la production d'un non-événement. Bien avant son début officiel programmé à la mi-mars, c'est-à-dire à peine un mois avant le scrutin, la campagne présente une image pour le moins particulière. Du fait de l'effacement de Bouteflika, inévitable pour des raisons de santé, un attelage improbable de proches et de ministres porte sa candidature aux quatre coins du pays. Le contexte est pimenté par les accusations échangées par différentes figures de la coalition dirigeante¹⁵. Des membres de l'entourage présidentiel attaquent le très puissant

15. Schématiquement, la coalition dirigeante algérienne réunit plusieurs institutions (présidence, état-major, organes de sécurité) et partis (RND, FLN) qui sont activement associés au maintien du *statu quo* politique. Le DRS, anciennement sécurité militaire, a longtemps été considéré comme l'un des principaux pôles. Dès l'arrivée au pouvoir de Bouteflika en 1999, la coalition semble s'être organisée autour d'une triarchie réunissant le DRS, la présidence et l'état-major.

service de renseignement, le DRS (Département du renseignement et de la sécurité), tandis que des seconds couteaux leur répondent en accusant le secrétaire général du FLN d'être rien moins qu'un agent des services secrets français. Dans une première conférence de presse largement relayée, l'ancien Premier ministre Mouloud Hamrouche¹⁶ diagnostique une « crise à l'intérieur du régime » menant à « de graves menaces ». Fin mars, il réitère en invoquant le risque d'embrasement et en appelant le chef de l'État (Bouteflika), le chef d'état-major (Gaïd Salah) et le chef du DRS (Mohamed Médiène, dit « Toufik ») à se mettre d'accord pour éviter un « embrasement¹⁷ ». À l'occasion d'une conférence à laquelle j'assiste à Paris, certains chercheurs ne sont pas moins catastrophistes prophétisant qu'un plan des cercles militaires devrait déboucher après la présidentielle sur l'instauration de l'état d'urgence et la destitution de Bouteflika.

Sur le terrain, il ne me faut pas longtemps pour remarquer qu'en ce mois d'avril 2014, l'« espionnite » est particulièrement aiguë. Mes premiers interlocuteurs, pour la plupart militants de gauche ou berbéristes, expriment leur crainte d'une déstabilisation organisée depuis l'étranger. Dans ce contexte, les rumeurs courent vite à Alger. Le 16 avril, une journaliste franco-marocaine venue couvrir les événements sans carte de presse a été présentée par la chaîne de télévision Ennahar comme une espionne. On me la désigne avec suspicion, tandis qu'elle se trouve devant la faculté centrale, entourée de ses collègues européens mais visiblement inquiète. Alors que l'événement annoncé est proche et l'incertitude aiguë, la confusion entre chercheurs, journalistes et espions est particulièrement forte. Il faut dire que les trois métiers partagent souvent leurs réseaux et leurs intérêts. Dans le cas algérien, le rapprochement entre espions et chercheurs est aussi justifié par le précédent colonial (Stein, 2014) et par le contexte global de la guerre contre la terreur (Ménoret, 2014). Quoi qu'il en soit, le rapport au terrain est affecté par la suspicion dont je fais moi-même à plusieurs reprises l'objet. De ce fait, je serai amené à me justifier et à entendre en retour les justifications d'interlocuteurs méfiants, que ce soit à Alger ou plus tard en province. En me retrouvant ainsi dans la peau d'un potentiel « manipulateur », c'est-à-dire d'un agent supposé de la catastrophe à venir, je suis confronté à l'une des manifestations concrètes de ce grand récit.

16. Mouloud Hamrouche est un ancien membre du FLN. Il a été Premier ministre d'un gouvernement réformateur ayant mené une politique d'ouverture entre 1989 et 1991.

17. Sur l'exégèse des propos d'Hamrouche, voir *Le Quotidien d'Oran*, 31 mars 2014 et *El Watan*, 4 avril 2014.

Mais que se passe-t-il effectivement le 17 avril 2014 ? En compagnie de Nidhal¹⁸, chez qui je réside et d'un journaliste *free lance*, nous nous rendons à Bab el-Oued, quartier dont le nom est historiquement lié aux grandes rébellions algéroises. En cette matinée printanière, les rues sont calmes et les bureaux de vote, peu fréquentés. Les interviews au sortir des urnes effectuées par le journaliste traduisent une tendance plutôt flatteuse pour le président-candidat, puisque 100 % des votes seraient en sa faveur. Une surprise semble tout à fait improbable, à moins d'un spectaculaire retournement de l'appareil d'État contre Bouteflika. Ainsi, après s'être assuré que je ne suis pas un journaliste, un homme donne à ses interlocuteurs des consignes qu'il dit avoir reçues de l'homme d'affaires Ali Haddad, P-DG d'un grand groupe de travaux publics et fervent soutien du président. À l'en croire, l'élection est déjà en passe d'être gagnée (il n'est pas encore midi) et il faut donc commencer à mobiliser les supporters de l'USMA, club de football dont A. Haddad est l'actionnaire majoritaire, afin de fêter la victoire.

En centre-ville, le concert de klaxons officialisant la victoire de Bouteflika débute aux alentours de 21 heures. Autour de la place de la Grande-Poste, en contrebas du Palais du gouvernement, ses supporters ne sont guère plus d'un millier, mais ils font autant de bruit que possible. Certains tirent des feux d'artifice. Parmi ces supporters, certains sont payés, d'autres sont de véritables soutiens du président. Les youyous qu'on entend sont diffusés par un camion qui tourne autour du jardin. Des journalistes étrangers viennent solliciter ceux qui distribuent les affiches du président pour des photographies. Le lendemain, la rumeur d'un rassemblement des opposants au scrutin devant la Grande Poste est diffusée sur les réseaux sociaux. À l'heure dite pourtant, il n'y a personne. La « campagne ubuesque » et la « crise à l'intérieur du régime » accouchent ainsi d'une issue convenue, où chacun des acteurs a tenu son rôle.

La banalité de la production du non-événement

Mais l'appréhension ne disparaît pas à la date du 17 avril 2014. La semaine suivante, la presse algérienne s'inquiète de l'incapacité de Bouteflika à prêter serment devant le Parlement. Ainsi, pendant que nous discutons à l'une des terrasses du centre-ville d'Alger, un membre du Front des forces socialistes évoque des « préparatifs militaires », sans donner davantage de détails. Le jour venu, la lenteur de la connexion Internet est interprétée comme un signe annonciateur de « quelque chose » par Nidhal, qui évoque l'exemple du coup d'État ayant visé le président Mohamed Morsi en Égypte. La cérémonie se déroule néanmoins

18. Nidhal est un pseudonyme. Il s'agit d'un ancien membre du RAJ et militant du FFS.

sans accroc, si l'on excepte l'incapacité du président à aller jusqu'au bout de sa prestation de serment pour des raisons de santé. Si la scène est symbolique, ou grotesque, ou encore tragique, selon le point de vue que l'on adopte, elle n'entraîne pas de disruption. On le voit, dans un contexte chargé d'incertitude, les théories saturent l'espace social algérois et produisent une réplique du non-événement, en annonçant à nouveau la catastrophe prochaine. Pour leur part, les acteurs participent à la construction de la réalité en puisant dans un imaginaire social du complot largement partagé depuis la guerre civile, lequel repose notamment sur la conjonction de l'omnipotence supposée du DRS et des manigances étrangères (Silverstein, 2002). Dans ce contexte, l'événement à venir ne peut être que le fruit d'une série de manipulations devant amener à une situation de tension extrême, voire au coup d'État.

Dès lors, l'enjeu est de sortir de l'« illusion livresque », qui incite le chercheur à surinterpréter son terrain à partir d'éléments de preuve ténus, afin de pénétrer dans « l'ordinaire des jours » (Veyne, 1996 : 12). Il faut alors saisir ce qu'il y a de routinier dans la production des analyses qui dépeignent les luttes au sommet et annoncent l'événement catastrophique et ce qui figure à côté de ces analyses. Le conflit opposant « Toufik » et « Boutef », la position de G. Salah et des autres généraux, le retour d'A. Ouyahia ou l'entrée au service de la présidence de « Bachir » Tartag¹⁹, sont autant de thèmes qui viennent alimenter les discussions entre militants progressistes, une fois épuisés les sujets plus pratiques d'ordre stratégique ou organisationnel (*sit-in* ou tribune dans la presse, organisation de rencontres avec d'autres activistes). Quand le jeu politique se bloque et que l'ébauche des stratégies est complexifiée par l'incertitude structurelle, quand les gratifications sont minces et que les journées sont rendues monotones par l'attente (d'une ouverture, d'un signe de la direction, d'une réunion prévue le lendemain), la prophétisation de la catastrophe peut être une occupation comme une autre. Derrière l'attente du non-événement, il y a donc aussi une manière de regarder et de critiquer le monde social. Le risque pour l'observateur est néanmoins de s'intéresser exclusivement à l'image magique du « Pouvoir », et d'ignorer ce qu'il y a de répétitif, de *machinal* dans les occupations des acteurs (Becker, 1998 : 40-41) (prendre le café en terrasse, regarder passer les filles, fantasmer des

19. Il s'agit de figures récurrentes des luttes au sommet annonçant le bouleversement prochain. Au printemps 2014, « Toufik » Médiène est le chef du DRS, Tartag son ancien bras droit entré récemment au service de la présidence, Ouyahia est un ancien Premier ministre réputé proche des militaires et Gaïd Salah, le chef d'état-major. Ces figures sont censées prendre part à la lutte des clans au sein du régime, et donc aux manigances des uns contre les autres.

complots, évaluer les rapports de force au sein du régime). Afin d'éviter cela, le non-événement doit être pensé à partir des imaginaires sociaux qui conditionnent les attentes, mais aussi de formes de sociabilité plus triviales qui lui donnent sa réalité. Il apparaît profondément lié aux interactions routinières entre acteurs politisés, lesquels échangent régulièrement des rumeurs et des ragots politiques (Aldrin, 2015). Cette routine implique notamment de commenter le blocage du jeu politique et d'évaluer les chances de la disruption, lesquelles semblent particulièrement renforcées par les tensions entourant la campagne électorale de 2014.

Le chercheur participe à ces interactions sociales. Ainsi, comme nous regardons les images du vote de Bouteflika en fauteuil roulant sur *Canal Algérie*, Nidhal souligne l'éclat féroce de ses yeux bleus et s'exclame à mon adresse : « C'est la première fois qu'on le voit comme ça depuis un an. Il est de retour ! Il va tous les bouffer ! » Nous partageons ensuite nos analyses non informées sur les capacités physiques et mentales du président, et imaginons les rapports de pouvoir dans ces sphères inaccessibles. De nombreux échanges avec des acteurs politisés finissent de la sorte, en évoquant les équilibres au sein de la coalition dirigeante et l'avenir du pays, en pesant les chances de la catastrophe, et plus rarement du soulèvement. De la même manière, quelques jours plus tard, un militant du Parti socialiste des travailleurs me confie ses impressions sur les tensions au sein de la présidence et sur la stratégie de Saïd Bouteflika afin de succéder à son frère. Le chercheur est ainsi associé à la construction sociale du non-événement. Prendre cette réalité du terrain en compte implique de le sortir d'une posture de retrait objectif idéalisée. Le chercheur aussi fantasme l'événement décisif. Dans la tradition de l'anthropologie réflexive, il est nécessaire de percevoir la manière dont l'annonce de la disruption s'insère dans la dynamique d'échange qui le lie aux acteurs (Althabe et Hernandez, 2004).

Ces formes de sociabilité sont indissociables d'un certain contexte politique. Le non-événement survient en effet en Algérie dans un climat où l'incertitude structurelle est considérable. Le monde social fonctionne certes de manière répétitive, comme une machine, mais c'est une machine qui a intégré l'hypothèse de son dérèglement, voire de son explosion. La perpétuation de l'ordre repose d'ailleurs sur sa relation dialectique avec ce changement radical et imminent qui menace toujours. Ainsi, la lecture policière qui conduit à prophétiser le chaos manipulé ou le coup d'État apparaît comme un moyen de rationaliser l'inquiétude sociale. Elle résulte de l'incertitude structurelle et explique celle-ci, par exemple en organisant les luttes d'influences qui opposent la présidence au DRS. Dans le même temps, elle contribue à la reproduction de mythes dénonçant les agissements des « forces du mal » au cœur de l'État, selon la formule utilisée par l'ancien

Premier ministre Sid Ahmed Ghazali dans sa lettre de démission remise en 1992 (Sifaoui, 2012 : 268). Les rumeurs qu'échangent quotidiennement les militants ont une portée contestataire, même si celle-ci reste limitée. Paradoxalement, cette représentation d'un « Pouvoir » implacable et malfaisant suggère également la prudence à l'égard d'une contestation souvent coûteuse et vaine. Bref, la reproduction sociale du récit catastrophiste qui sous-tend le non-événement a différentes fonctions, qui vont de la révélation des structures de l'ordre à la prescription de comportements politiques. Ce récit permet de critiquer un régime déchiré par des intérêts égoïstes, de rappeler la nécessité d'agir prudemment et de manière non violente, ou encore de décrire la toute-puissance du « Pouvoir » qui explique l'impuissance de ses opposants.

Charmes et dangers de la surinterprétation

La difficulté à saisir le contenu de l'événement, réel ou fantasmé, peut néanmoins conduire à privilégier la force du récit, tel le narrateur de Sartre dans *la Nausée* laissant une forme de monopole à la fiction dans la construction du réel (Zima, 2008 : 114-115). De manière similaire, le chercheur peut s'affranchir des contradictions et des redondances qu'il observe, il peut fabriquer une histoire scientifique d'une logique pour ainsi dire implacable, qui fonctionne parfaitement et épouse les grands récits émancipateurs ou catastrophistes. C'est particulièrement vrai quand l'incertitude structurelle est très forte comme c'est le cas en Algérie. En surinterprétant les phénomènes, le chercheur épouse de surcroît la logique du système de production du savoir académique qui favorise la publication de résultats positifs (Fanelli, 2010 ; Franco, Malhotra et Simonovits, 2014). Dans le même temps, la surinterprétation fait aussi violence à la complexité du terrain, et le risque contingent est de produire une représentation écornée du monde social pour mieux épouser les contours des images imposées par la profession ou par les acteurs.

Dans le contexte de l'élection présidentielle de 2014, l'idée d'une manipulation ourdie depuis les profondeurs de l'État fournit une bonne illustration des charmes et des risques de la surinterprétation. D'abord, elle contribue à mettre en avant un type d'acteur collectif dont la seule existence suffit à expliquer tous les événements passés et futurs : « l'État-profond ». Le terme, inspiré du cas turc, désigne une entité structurée autour du DRS qui aurait un pouvoir de décision et de nuisance écrasant au sein du régime algérien. Il a été popularisé par le politologue Mohammed Hachemaoui et est également utilisé dans la presse, notamment au

moment des élections²⁰. À l'échelle du monde arabe, l'insistance sur le rôle de cette coalition liant l'administration, les organes de sécurité et des organisations mafieuses est devenue un lieu commun dans l'explication du contrecoup suivant les soulèvements de 2011 (Filiu, 2015). Insister sur les agissements des « services » – qui manipulent, piègent et instrumentalisent – traduit la primauté des enjeux et des organes sécuritaires dans cette région. De ce point de vue, on retrouve l'idée d'une justification structurelle du non-événement, puisque le coup d'État annoncé révélera la force de l'armée et des services. L'analyse permet de surcroît de coller au récit socialement partagé de la catastrophe, qui sera engendré par les manigances de « l'État-profond ». C'est par exemple le cas lorsque l'on suggère, à l'instar de M. Hachemaoui, l'instrumentalisation de l'élection présidentielle de 2014 dans le cadre d'une lutte pour le contrôle de « l'État-profond », sur fond de « délitement institutionnel » et de « violence intercommunautaire »²¹.

Dans le même temps, surinterpréter les visées prétendument machiavéliques des « services » contribue à reproduire une image de l'exception culturelle arabe (où les militaires contrôlent le politique) et de la suprématie des forces contre-révolutionnaires sur un peuple manipulable. Sous cet angle, l'annonce de cette prise de pouvoir programmée par « l'État-profond » est une illustration caractéristique de deux traits prêtés aux fausses intensités par Paul Veyne : le « platonisme spontané » et « l'éclat de l'exotisme » (Veyne, 1996 : 2, 7). La catastrophe annoncée pourra ainsi être présentée comme la conséquence d'une culture patriarcale et violente et d'une tendance des masses à l'apathie et à l'obéissance. Il apparaît que la surinterprétation ne fait pas que participer à la production du non-événement en épousant les grands récits. Elle répand aussi une image erronée du monde social, qui joue sur les fausses intensités et ignore les activités sociales plus banales, au risque de produire des représentations mystifiées.

20. Voir à ce sujet les nombreuses interventions de Mohammed Hachemaoui au printemps 2014, par exemple dans son interview dans *l'Observateur du Maroc* du 28 avril 2014, et la reprise du thème par le journaliste Adlène Meddi pour évoquer le retour d'Ahmed Ouyahia et Abdelaziz Belkhadem durant la campagne : <http://tempsreel.nouvelobs.com/rue89/rue89-monde/20140301.RUE2368/quatrieme-mandat-de-bouteflika-en-algerie-un-si-fragile-consensus.html> [consulté le 22 janvier 2016].

21. <http://www.elwatan2014.com/ar/item/707-les-principaux-groupes-pr%C3%A9tendus> [consulté le 22 janvier 2016].

Le non-événement à partir des acteurs

Retour sur un rassemblement avorté

Une fois le non-événement réinstallé dans sa banalité, il est possible de mettre l'accent sur le ressenti des acteurs. Dans cette entreprise, l'absence de rupture d'intelligibilité n'empêche pas de penser en série, afin de mettre en lumière la continuité des pratiques plutôt que les ruptures. De plus, de la même manière que l'événement est « appelé à prendre son devenir et son sens dans sa réception et dans les représentations qu'on a de lui » (Farge, 2002), le non-événement reste intrinsèquement lié à des temporalités qui font voir, à travers lui, des interprétations du passé et des projections dans le futur. Sa production est indissociable de certaines expériences et des anticipations qui en découlent chez les acteurs.

Revenons encore une fois à l'élection présidentielle de 2014. Le 16 avril après-midi, je me trouve dans le centre d'Alger en compagnie de Nidhal et d'un dirigeant du Rassemblement Action Jeunesse, une organisation de jeunesse fondée en 1992 et qui est proche du FFS tout en restant indépendante organiquement²². Sous les arcades du front de mer où ils se sont retrouvés, les deux hommes se tiennent à distance l'un de l'autre et parlent par allusion, en usant de surnoms sibyllins (« qui-tu-sais » ou « notre ami »). Le fond de leur propos est marqué par la prudence. En effet, à les entendre, la tension est telle au sein du régime que des changements rapides sont à prévoir. Un *sit-in* du mouvement Barakat, qui appelle au boycott des élections, est prévu à 16 heures rue Didouche-Mourad, dans le centre-ville²³. Mes deux compagnons estiment que les autorités ne vont pas l'empêcher comme cela a souvent été le cas jusque-là, ne serait-ce que pour plaire aux médias internationaux qui sont présents en nombre pour couvrir les actions des barakistes (« c'est pour les caméras »). Toutefois, en passant devant l'entrée de la faculté centrale, un détail attire leur attention. Des policiers d'un genre particulier sont présents en nombre aux alentours de la faculté. À en croire Nidhal, ces colosses en uniforme bleu armés d'un long bâton viennent du sud du pays et sont là pour en découdre.

Soudain, les premiers bruits du rassemblement se font entendre plus haut sur la rue Didouche-Mourad. En remontant vers les cris, nous sommes dépassés par les

22. En plus de leur revendication démocratique commune, les deux mouvements se sont rapprochés durant la décennie noire en demandant un règlement politique du conflit.

23. Barakat est un « mouvement national citoyen pacifique, autonome et non partisan » lancé en mars 2014 pour demander une transition politique et le respect des libertés individuelles et politiques.

policiers qui courent, matraques en main. Un peu avant la place Maurice-Audin, où la police s'est déployée, un attroupement s'est formé. Quelques barakistes se font entendre par petits groupes, sortant tour à tour de la foule pour crier leurs slogans avant d'être rapidement interceptés par les policiers. Tandis que ces derniers entraînent un manifestant isolé dans un escalier perpendiculaire à la rue, un cameraman et une journaliste étrangère se ruent vers la scène afin d'obtenir quelques images de la répression. Cette démarche provoque la colère d'un groupe de jeunes hommes qui observaient la scène sans broncher depuis un restaurant. Des policiers s'interposent et le ton monte tandis que les commerces ferment leurs portes. Pendant ce temps, des agents des renseignements généraux de la Direction nationale de la sécurité nationale (DGSN – la police algérienne) tirent le portrait des militants connus qui observent la scène. Une fois la tension retombée et quelques manifestants embarqués dans les camions de police, des militants de divers horizons restent sur la place Audin et discutent au milieu des voitures de police. Un homme, tout sourires, vient serrer la main de manière ostensible à différents visages connus et s'éloigne. Il s'agit du chef des renseignements généraux qui viendrait « semer le doute », aux dires d'un journaliste membre de Barakat. L'air inquiet, Nidhal souligne l'armement des policiers qui restent place Maurice-Audin. « Ils ont des kalachnikovs en plein milieu d'Alger. La dernière fois qu'on a vu ça, c'était en 1988 », dit-il en référence à la répression du soulèvement d'octobre. Pendant ce temps, deux hommes et une femme apparaissent sur la place brandissant des affiches de Bouteflika. Un petit attroupement se forme autour d'eux tandis qu'ils s'époumonent en criant des slogans à la gloire du président, avant de disparaître comme ils sont venus une dizaine de minutes plus tard.

Interprété à l'aune de l'événement annoncé le lendemain, ce rassemblement relève sans doute de l'anecdotique. Pourtant, si l'on se place à l'échelle du RAJ, il est le déclencheur d'une phase de tension. En effet, ce 16 avril, l'un des membres de l'organisation a été arrêté en compagnie d'un ami tunisien²⁴. Au contraire des organisateurs barakistes, les deux jeunes hommes ont été emprisonnés pour des motifs flous. Durant les jours qui suivent, leur détention se prolonge et constitue un événement exceptionnel pour le mouvement qui se heurte d'habitude à une répression ponctuelle agrémentée d'entraves à la liberté de circuler. L'absence d'explication des autorités concernant les charges retenues, le lieu de leur détention et la date de leur présentation devant un juge accentue l'incertitude et

24. Sur cette affaire, voir Ghania Mouffok, « À Alger, vingt ans n'est pas le plus bel âge de la vie », *Mondafrique*, 12 mai 2014, URL : <http://mondafrique.com/a-alger-vingt-ans-nest-pas-le-plus-bel-age-de-la-vie/> [consulté le 22 janvier 2016].

les stratégies divergentes au sein du RAJ. Ainsi, tandis que la direction continue d'œuvrer à la convergence des mouvements sociaux pour présenter un front uni face au régime, des militants demandent des actions de rue pour libérer les prisonniers. Des anciens, excédés par la durée de cet emprisonnement injustifié, s'impliquent à nouveau en lançant une pétition en ligne. Les avocats des détenus, proches d'associations de défense des droits de l'homme, prônent quant à eux une approche legaliste du problème afin d'obtenir leur libération. Toutes ces actions témoignent de la diversité des stratégies militantes quand il s'agit de répondre à la répression. Les deux jeunes hommes seront finalement condamnés à des peines avec sursis et relâchés deux semaines plus tard.

Interprétation

Cette description illustre la multiplicité des dynamiques qui accompagnent le non-événement, des continuités mais aussi des ruptures imprévues qui illustrent la nécessité de ne pas se focaliser sur les grands récits. Au rang de ces continuités, on notera d'abord la difficulté pour les acteurs contestataires à exister dans l'espace public, à promouvoir leurs revendications sociales ou démocratiques efficacement et durablement afin d'en faire un enjeu politique. Dans le cas algérien, cette entreprise est compromise par la fragmentation des oppositions, l'incertitude structurelle et la répression. Toutefois, cette question de l'accès à l'espace public ne se limite pas aux stratégies des contestataires. Elle implique aussi les médias nationaux et étrangers. En effet, en jouant la partition de la mise en scène démocratique de l'élection présidentielle de 2014, la coalition dirigeante se trouve astreinte à un « exercice défensif de justification » qu'implique le recours à ces normes partagées (Camau, 2005 : 14). On voit donc converger trois récits dans le même espace. Le régime veut faire de ces élections la démonstration de sa tolérance à l'égard des discours critiques. Les opposants s'efforcent quant à eux de faire exister la contestation dans l'espace public, en dépit des entraves policières, des diffamations et de la défiance populaire. Enfin, les médias sont à la recherche d'images exploitables de la répression. Ensemble, tolérance, contestation et répression participent à la mise en scène collective et contradictoire du non-événement.

Une autre forme de continuité est rendue sensible par la difficulté des acteurs à prendre la mesure du dispositif coercitif. Dans un intervalle de temps limité, leurs évaluations successives témoignent de la nature changeante de la répression, qui peut prendre des formes banales et relativement atténuées (la présence des RG), des formes menaçantes (matraques au poing et mitraillettes en bandoulière) et des formes relevant de l'arbitraire (la privation de liberté sans explication). Si la coalition dirigeante algérienne privilégie une forme policière et

légalisée de maintien de l'ordre, la répression se révèle néanmoins imprévisible et potentiellement disproportionnée. Il s'agit là d'une contrainte qui conditionne les stratégies des contestataires, lesquels savent que si la défiance peut être exprimée de manière parfois très virulente, c'est à la condition qu'existe « un rapport d'asymétrie absolue avec le dispositif coercitif de l'État » (Bozarslan, 2011 : 53). La nature violente voire meurtrière du Léviathan menaçant à tout moment de ressurgir, les acteurs doivent constamment faire preuve de méfiance. Cette violence potentielle renforce également chez eux l'appréhension de la catastrophe à venir.

Toutefois, l'épisode rapporté plus haut permet aussi de faire l'exégèse d'une rupture qui survient là où on ne l'attend pas, au niveau du RAJ. Avec l'emprisonnement d'un militant et de son ami tunisien, l'organisation se trouve en effet confrontée à une situation sans précédent liée à l'imprévisibilité de la répression. Tandis que le pouvoir judiciaire impose son rythme et laisse planer le doute sur la punition réservée aux deux hommes, les responsables du mouvement de jeunesse sont réduits à une forme d'impuissance. C'est donc une petite crise interne qui débute, révélant des désaccords stratégiques et des dynamiques générationnelles. Un clivage apparaît entre un agenda militant conflictuel (« il faut contraindre le "Pouvoir" à libérer notre camarade ») et un agenda plus politique, la direction s'efforçant pour sa part de constituer un espace « de convergence et de lutte, démocratique, autonome et inclusif » avec d'autres associations et syndicats. Les anciennes figures du mouvement sont associées à ces tensions et consultées par les uns et les autres. Certains font part de leur inquiétude quant à l'avenir du mouvement qu'ils ont contribué à fonder (« si on ne peut pas libérer un militant, on vaut rien »), ce qui les pousse à mobiliser leurs réseaux, notamment en France, afin de médiatiser la détention des deux hommes.

Bref, derrière le non-événement qui occupe le regard, un événement peut se produire à une autre échelle, dans ce cas celle de l'organisation, et nécessiter une analyse distincte des grands récits nationaux. La banalité de l'un et l'imprévisibilité de l'autre impliquent que le chercheur reste attentif à ce qui se déroule en dehors de ce qui pouvait lui apparaître préalablement comme pertinent. Car il existe des résultats qui ne sont pas spectaculaires, productifs ou intéressants, au sens du moment, mais qui le deviennent lorsque les processus s'autonomisent.

Conclusion

Produit de la publicisation, des attentes des observateurs et des acteurs, ainsi que de formes de sociabilité liées au contexte politique, le non-événement implique l'attente d'une disruption imminente et particulièrement intense, d'un virage qui devrait modifier sensiblement la trajectoire de l'individu, du groupe, de

l'institution voire de la société. Or, la disruption annoncée n'arrive pas à l'heure dite, et laisse les uns et les autres face à la continuité de la vie sociale et aux dimensions routinières de la vie politique. Comme le suggère l'exemple du RAJ, il est souvent impossible de prévoir une rupture, et tout aussi complexe d'en évaluer la portée dans l'immédiateté du terrain. Une année après l'élection de 2014, le mouvement est ainsi revenu à un fonctionnement routinier en dépit de la crise qu'il a brièvement traversée. L'indétermination des processus s'impose aux observateurs comme aux acteurs, bouleversant en permanence leurs interprétations comme leurs stratégies.

La notion de *turning point* développée par Andrew Abbott exprime l'idée d'un changement de trajectoire instantané dans son occurrence, mais qui demeure narratif dans sa réception et son interprétation. Pour Abbott, le *turning point* implique deux observations séparées dans le temps, lesquelles permettent d'évaluer le changement de trajectoire (Abbott, 2001 : 258). On pourrait raisonner de manière similaire avec le non-événement, qui peut être compris comme un *turning point* annoncé et n'ayant pas eu lieu. Les attentes des observateurs et des acteurs dessinent ainsi des trajectoires, à partir d'événements passés ayant marqué leur imaginaire mais aussi de leur compréhension de l'état de la société dans laquelle ils évoluent. La qualification de non-événement ne peut ainsi être donnée qu'*a posteriori*, une fois qu'une seconde observation a pu témoigner de l'absence de rupture d'intelligibilité. Durant cet intervalle, l'enjeu est alors de continuer à observer les phénomènes sans présupposer leur pertinence par rapport aux différentes trajectoires préalablement imaginées. C'est en scrutant les multiples échelles du social que l'on peut saisir l'événement que pourrait cacher le non-événement, sans jamais préjuger de son devenir.

Bibliographie

- ABBOTT Andrew, 2001, *Time Matters: on Theory and Method*, The University of Chicago Press.
- ALBRECHT Holger and SCHLUMBERGER Olivier, 2004, "Waiting for Godot": regime change without democratization in the Middle East", *International Political Science Review*, vol. 25, no. 4, pp. 371-392.
- ALDRIN Philippe, 2015, *Sociologie politique des rumeurs*, Paris, Presses universitaires de France.

- ALTHABE Gérard et HERNANDEZ Valeria A., 2004, « Implication et réflexivité en anthropologie », *Journal des anthropologues*, n° 98-99, p. 15-36.
- BAAMARA Layla, 2013, « Quand les protestataires s'autolimitent. Le cas des mobilisations étudiantes de 2011 en Algérie » in PIERRET Thomas et ALLAL Amin, *Au cœur des révoltes arabes : devenir révolutionnaires*, Paris, Armand Colin.
- BAYART Jean-François, 2014, « Retour sur les printemps arabes », *Politique africaine*, n° 133, p. 153-175.
- BÉCHIR AYARI Michael, 2013, « La “révolution tunisienne”, une émeute politique qui a réussi ? » in PIERRET Thomas et ALLAL Amin, *Au cœur des révoltes arabes : devenir révolutionnaires*, Paris, Armand Colin.
- BENSA Alban et FASSIN Éric, 2002, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n° 38, p. 5-20.
- BOURDIEU Pierre, 2012, *Sur l'État. Cours au Collège de France, 1989-1992*, Paris, Seuil, coll. « Raisons d'agir ».
- BOZARSLAN Hamit, 2011, *Sociologie politique du Moyen-Orient*, Paris, La Découverte.
- CAMAU Michel et GEISSER Vincent, 2003, *le Syndrome autoritaire : politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, Presses de Sciences-Po.
- CAMAU Michel, 2005, « Remarques sur la consolidation autoritaire et ses limites » in BOUTALEB Assia, FERRIÉ Jean-Noël et REY Benjamin (dir.), *L'Autoritarisme dans le monde arabe*, Le Caire, CEDEJ, p. 9-58.
- CAMAU Michel, 2012, « Un printemps arabe ? L'émulation protestataire et ses limites », *l'Année du Maghreb*, VIII, p. 27-47.
- DANVERS Francis, 2006, « Regards croisés sur l'événement », *Pensée plurielle*, n° 13, p. 13-20.
- DOBRY Michel, 1986, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de Sciences-Po.

DRIS Chérif, 2013, « Élections, *dumping* politique et populisme : quand l'Algérie triomphe du "printemps arabe" », *l'Année du Maghreb*, IX, p. 279-297.

ELIAS Norbert, 1996 (1989), *The Germans: Power Struggles and the Development of Habitus in the Nineteenth and Twentieth Centuries*, New York, Columbia University Press.

FANELLI Danielle, 2010, « "Positive" results increase down the hierarchy of the sciences », *PLoS ONE*, no. 5(4).

FARGE Arlette, 2002, « Penser et définir l'événement en histoire. Approche des situations et des acteurs sociaux », *Terrain*, n° 38, p. 69-78.

FILIU Jean-Pierre, 2015, *From Deep State to Islamic State: The Arab Counter-Revolution and Its Jihadi Legacy*, Londres, Hurst.

FRANCO Annie, MALHOTRA Neil and SIMONOVITS Gabor, 2014, "Publication bias in the social sciences: Unlocking the file drawer", *Science*, vol. 345, no. 6203, p. 1502-1505.

HIBOU Béatrice, 2011, « Tunisie. Économie morale et politique d'un soulèvement », *Politique africaine*, n° 121, p. 5-22.

KOUTTROUB Smail, 2013, « Printemps arabe et nouvel ordre géopolitique au Maghreb », *l'Année du Maghreb*, IX, p. 143-156.

KUHN Thomas, 1983 (1962), *la Structure des révolutions scientifiques*, Paris, Champs Flammarion.

LAVENUE Jean-Jacques, 1993, *Algérie : la démocratie interdite*, Paris, L'Harmattan.

MÉNORET Pascal, 2014, *Joyriding in Riyadh. Oil, Urbanism, and Road Revolt*, New York, Cambridge University Press.

MORIN Edgar, 1968, « Pour une sociologie de la crise », *Communications*, n° 12, p. 2-16.

NORA Pierre, 1974, « Le retour de l'événement » in LE GOFF Jacques et NORA Pierre (dir.), *Faire de l'histoire*, vol. I : « Nouveaux Problèmes », Paris, Gallimard, p. 210-229.

- OPHIR Adi, 2010, "The politics of catastrophization: emergency and exception" in FASSIN Didier and PANDOLFI Mariella (ed.), *Contemporary States of Emergency: the Politics of Military and Humanitarian Interventions*, New York, Zone Books, p. 59-88.
- SERRES Thomas, 2014, « En attendant Bouteflika. Le président et la crise de sens en Algérie », *l'Année du Maghreb*, X, p. 59-75.
- SEWELL Jr. William H., 2010, « Trois temporalités : vers une sociologie événementielle » in BESSIN Marc, BIDART Claire et GROSSETTI Michel (dir.), *les Sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte, p. 109-146.
- SIFAOUI Mohamed, 2012, *Histoire secrète de l'Algérie indépendante*, Paris, Nouveau Monde éditions.
- STEIN Sarah A., 2014, *Saharan Jews and the Fate of French Algeria*, Chicago & Londres, The University of Chicago Press.
- TARAUD Christelle, 2008, « Les *yaouleds* : entre marginalisation sociale et sédition politique », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, n° 10, p. 59-74.
- TILLY Charles, 2006, *Regimes and Repertoires*, The University of Chicago Press.
- VEYNE Paul, 1996, « L'interprétation et l'interprète », *Enquête*, n° 3, mis en ligne le 11 juillet 2013 : URL : <http://enquete.revues.org/623>.
- WERENFELS Isabelle, 2007, *Managing Instability: Elites and Political Change in Algeria*, Londres, Routledge.
- ZIMA Pierre, 2008, « L'événement comme construction narrative », in GLAUDES Pierre et METER Helmut (dir.), *le Sens de l'événement dans la littérature de langue française des xix^e et xx^e siècles*, Bern, Éditions scientifiques internationales, p. 105-116.

Résumé : Cet article s'intéresse à la production et à la réception d'un non-événement, à partir de l'exemple des élections présidentielles algériennes de 2014. Le non-événement y est décrit comme le produit d'une publicisation, d'attentes des observateurs et des acteurs qui anticipent une trajectoire révolutionnaire ou catastrophique, mais aussi de certaines activités routinières liées à la configuration politique. Si le non-événement n'est pas une rupture, il révèle néanmoins la complexité des structures sociales et des imaginaires collectifs. Dans le même temps, il nécessite aussi une prise de distance afin de pouvoir saisir des phénomènes moins spectaculaires qu'il tend à cacher.

Mots-clés : Algérie, non-événement, élections, sciences sociales, terrain, sur-interprétation

Confronting the non-event: Reflections based on fieldwork in Algiers

Abstract: : This article studies the production and the reception of a «non-event» by drawing on the Algerian presidential elections of 2014. It argues that a non-event must be understood as the product of a publicization, of the expectations of the observers and actors who anticipate a revolutionary or catastrophic future, and of social and political routine activities that also contribute to its appearance. While the non-event is not a clear break, it can still be interrogated in order to reveal the social structures and imaginaries that lead to its production. In the meantime, a certain distance from the «non event» is necessary to grasp less spectacular phenomena that it tends to obscure.

Keywords: Algeria, non-event, elections, social sciences, fieldwork, over-interpretation

مواجهة عدم الحدث: تفكيرات على أساس تجربة البحث في الجزائر ؟

خلاصة المقالة

هذه المقالة تدرس إنتاج و قبول "عدم الحدث" من خلال الانتخابات الرئاسية في 2014 . تصرح بان لازم نفهم "عدم الحدث" كما نتيجة العلانية. "عدم الحدث" مولد ايضا من التوقعات عند المراقبين و الفاعلين اللذين يسبقون مستقبلا فاجعا ام توريا. بالاضافة الى ذلك، الأنشطة السياسية والاجتماعية الروتينية يشتركون في ظهورهم. حتى لو ان "عدم الحدث" ليس انفصالا تاما، يمكننا ان نطه لاكتشاف الهياكل الاجتماعية و الرموز الذهنية التي تقود الى انتاجه في نفس الوقت. نحتاج الى بعد مؤكد لفهم الجوانب العادية مخفية من "عدم الحدث".

الكلمات المفتاحية

الجزائري "عدم الحدث"، الانتخابات، العلوم الإنسانية، البحث، التفسير الزائدي